

Sauver Alep d'une agonie programmée

→ par Gérard Lauton, secteur Droits et libertés

Alep-Est⁽¹⁾ subit depuis plusieurs mois un siège par les forces du régime de Bachar al-Assad qui, avec son allié russe, bombarde quartiers résidentiels, écoles et hôpitaux.

En 2013, Alep a entrepris de s'affranchir de la dictature Assad en se dotant d'une société civile et d'instances élues. Depuis huit mois, elle subit frappes aériennes et siège par le régime qui veut soumettre ses habitants : famine, absence d'accès aux soins, morts et blessés ensevelis sous les décombres. Ses hôpitaux sont hors service et il n'y a plus de vivres (OMS).

Les forces du régime larguent barils d'explosifs et bombes au chlore. L'artillerie pilonne les quartiers. L'ONU se dit « extrêmement attristée et horrifiée », mais tout projet de résolution du Conseil de sécurité, même de pure condamnation, est bloqué par un veto russe.

États-Unis, Union européenne (UE) et pays arabes se bornent à déplorer. La France dénonce à l'ONU. La Turquie, qui a accueilli 2,7 millions de réfugiés syriens, se focalise sur sa frontière (question kurde). Fort de l'appui des pasdarans iraniens et des milices du Hezbollah appuyés par l'aviation russe, Assad a lancé l'offensive terrestre et repris des quartiers.

Censée intervenir contre l'organisation État islamique (EI), la Russie ne vise que les opposants au régime : tapis de bombes, armements prohibés⁽²⁾, appui des forces navales⁽³⁾. Vladimir Poutine et Bachar al-Assad, forts de la complaisance de Donald Trump, ne craignent aucun ajout de sanctions de la part des pays de l'Union européenne (UE) et organisent leur



© Ammar Abd Rabbo

Depuis leur dernière offensive dans la nuit du 4 au 5 décembre, les forces du régime contrôleraient désormais deux tiers d'Alep-Est, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

impunité. La Russie va retirer sa signature du Statut de Rome pour échapper à la Cour pénale internationale (CPI).

Avec ses quartiers, son gouvernement, ses groupes rebelles modérés et ses Casques blancs⁽⁴⁾, Alep réclame l'arrêt de tout survol par des avions porteurs d'explosifs, un cessez-le-feu aérien et terrestre, des parachu-

tages humanitaires sans lesquels ses 250 000 habitants vont s'éteindre ou se livrer au régime, des couloirs sûrs pour ceux qui s'enfuient.

Cette barbarie ne peut qu'engendrer désespoir et radicalisation. La communauté universitaire française, qui

s'est mobilisée plusieurs fois avec le SNESUP⁽⁵⁾ lors des bombardements de l'université d'Alep, est à même d'appeler à une solidarité accrue, d'exiger un arrêt des frappes et l'accès de l'aide humanitaire afin de sauver Alep⁽⁶⁾ et préserver les chances d'une Syrie libre et démocratique. ●

(1) Article écrit le 30 novembre 2016.

(2) Au phosphore, à sous-munitions...

(3) Porte-avions *Amiral Kourzetsov* (avions Su-33), frégate *Amiral Grigorovitch* (missiles Kalibr).

(4) Secouristes.

(5) www.snesup.fr/pEril-sur-la-ville-d-alep

(6) Rencontre du SNESUP avec le maire d'Alep le 5 décembre 2016.

Selon l'OMS, tous les hôpitaux d'Alep sont hors service et les réserves de vivres épuisées.